



LETTRE D'INFORMATION
DE L'OBSERVATOIRE ECONOMIQUE
N°2 - Avril 2011

En collaboration avec le laboratoire ERUDITE de l'Université Paris-Est Marne-la-vallée, sous la direction scientifique de Marc Ferracci et avec la collaboration de Nadège Faillot.

Présentation

- L'Observatoire Economique du CNAJMJ exploite les données fournies chaque trimestre par les professionnels, administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires, sur les mandats qui leurs sont confiés. Sauf mention explicite contraire, les statistiques produites sont ainsi relatives à des procédures et non à des entreprises.¹ L'ensemble des procédures permises par le droit commercial français sont recensées, qu'il s'agisse des procédures collectives judiciaires (sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire), des procédures amiables de prévention (mandat *ad hoc* et conciliation) ou des missions de surveillance des plans de sauvegarde ou de continuation. Ceci permet d'observer avec précision les issues de procédures et leur évolution.
- Pour des raisons techniques liées au processus de collecte et de transmission des données, certains professionnels ne sont pas encore en mesure de transmettre à l'Observatoire les informations relatives à leurs dossiers. Pour l'année 2010, ce taux de non-renseignement atteint environ 7%. Afin de produire des données comparables à celles des autres sources existantes relatives aux procédures collectives, il a donc été procédé à un redressement des chiffres tenant compte de la profession (administrateur ou mandataire) du professionnel non répondant.

¹ Les procédures sont plus nombreuses que les entreprises dans la mesure où certaines entreprises connaissent des procédures multiples (un redressement judiciaire suivi d'une liquidation par exemple). Toutefois l'écart entre le nombre de procédures et le nombre d'entreprises recensées reste modéré. Seules 9% des entreprises ayant eu une ouverture de procédure en 2007 ont ainsi connu d'autres procédures ultérieures.

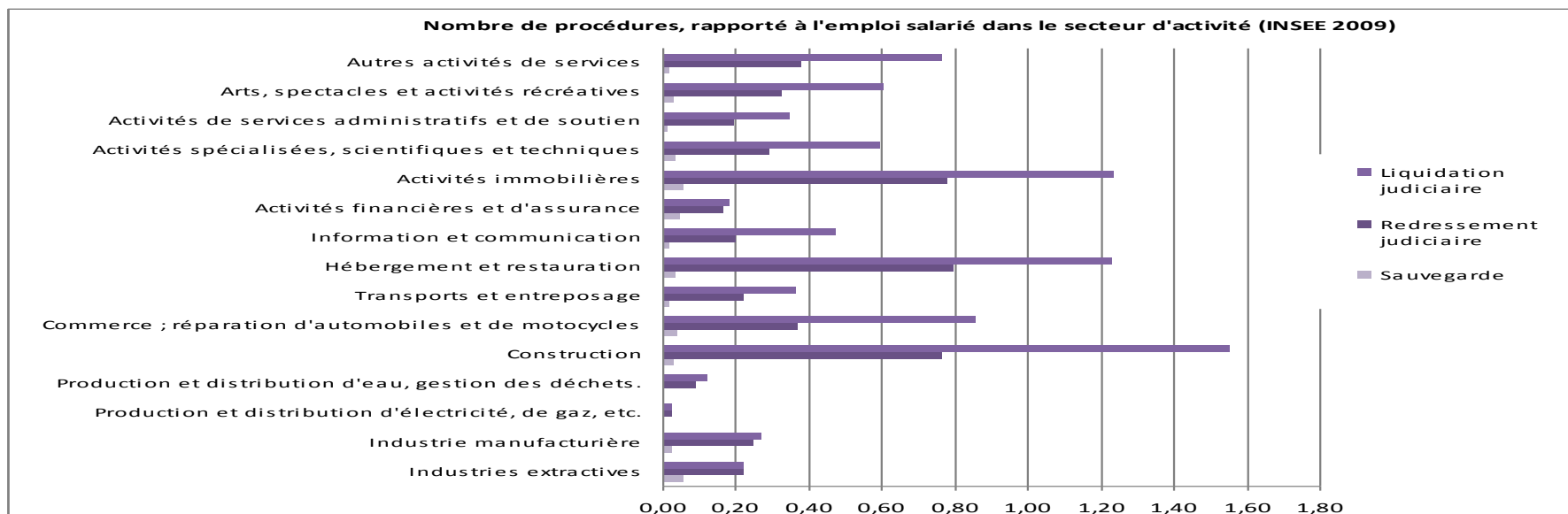
1. Evolution sur un an du nombre de procédures: la confirmation d'une tendance à la sortie de crise

- Les données relatives au quatrième trimestre 2010 indiquent que **le nombre global de procédures recensées s'élève à 17 467, en baisse de 8,1% par rapport au T4 2009**. La baisse du nombre des liquidations (-8,4%), des redressements judiciaires (-6,0%) et des sauvegardes (-12,1%) explique principalement cette évolution globale. S'agissant des liquidations, il convient de noter que la baisse est la conséquence d'ouvertures de jugements en liquidation directe moins nombreuses, et non d'une baisse des liquidations faisant suite à un redressement judiciaire.
- A l'opposé, les plans de redressement et de continuation sont eux en hausse (+13,2%), ce qui constitue la conséquence logique du nombre important de procédures ouvertes en 2009.
- Enfin, les procédures préventives (conciliation et mandat *ad hoc*) connaissent une progression significative, même si leur nombre reste faible dans l'absolu.

Nombre de procédures	T4 2010	Variation / T4 2009
Sauvegarde	436	-12,1%
Redressement judiciaire	6 034	-6,0%
Liquidation judiciaire	9 165	-8,4%
Plan de redressement et de continuation	1 271	+15,6%
Conciliation	130	+11,6%
Mandat <i>ad hoc</i>	431	+3,3%
Total	17 467	-8,1%

2. Répartition sectorielle du nombre de procédures collectives recensées en 2010 : une forte exposition de la construction, de l'hôtellerie-restauration et de l'immobilier.

- Sur la base des chiffres relatifs à l'année 2010, il apparaît **que l'exposition des différents secteurs d'activité aux procédures collectives est inégale**. Afin de tenir compte de la taille relative du secteur, les nombres de sauvegardes, redressements judiciaires et liquidations judiciaires sont ici rapportés à l'emploi dans le secteur à fin 2009.
- La construction (0,76 RJ et 1,56 LJ pour 1000 salariés), l'hôtellerie-restauration (0,80 et 1,23) et les activités immobilières (0,78 et 1,23) se présentent comme les secteurs les plus touchés par les procédures collectives en 2010, suivis par le commerce (0,37 et 0,86).



Ratio (nombre de procédures/ nombre d'emplois en milliers ²)	2010		
	Sauvegarde	RJ	LJ
Industries extractives	0,05	0,22	0,22
Industrie manufacturière	0,02	0,24	0,27
Production et distribution d'électricité, de gaz, etc.	0,00	0,02	0,02
Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,01	0,09	0,12
Construction	0,03	0,76	1,56
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	0,04	0,37	0,86
Transports et entreposage	0,02	0,22	0,36
Hébergement et restauration	0,03	0,80	1,23
Information et communication	0,02	0,20	0,47
Activités financières et d'assurance	0,04	0,16	0,18
Activités immobilières	0,05	0,78	1,23
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,04	0,29	0,59
Activités de services administratifs et de soutien	0,01	0,19	0,35
Arts, spectacles et activités récréatives	0,03	0,32	0,60
Autres activités de services	0,01	0,38	0,76

Lecture : en 2010 les entreprises du secteur de la construction ont connu en moyenne 0,76 RJ pour 1000 salariés.

² Source INSEE. Nombre d'emplois salariés fin 2009 par secteur d'activité suivant la nomenclature NAF21.

3. Impact social des procédures collectives : les emplois en jeu

- Le nombre des procédures ne traduit qu'imparfaitement leur impact social. **243 697 salariés ont ainsi été concernés par l'ensemble des procédures de redressement judiciaire ouvertes entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} janvier 2011, soit 10 salariés par entreprise en moyenne, contre 137 676 salariés en liquidation (3 salariés par entreprise) et 25 935 salariés en sauvegarde (15 salariés par entreprise).**
- **L'évolution du total des salariés concernés par les procédures semble toutefois confirmer la tendance à la sortie de crise esquissée par l'évolution du nombre de procédures.** Si le nombre de salariés en RJ au T4 2010 a ainsi légèrement augmenté par rapport au T4 2009 (+2,2%), **le nombre de salariés en LJ a lui diminué de près de 15%**, traduisant une baisse du nombre de salarié moyen par liquidation (2,5 au T4 2010, contre plus de 3 en moyenne annuelle), et une baisse de l'impact social global de ces dernières. En revanche, le nombre de salariés concernés par une procédure de sauvegarde reste stable (-0,7%).

	Année 2010		
	Sauvegarde	RJ	LJ
Total des salariés en début de procédure	25 935	243 697	137 676
Nombre moyen de salariés par entreprise	15	10	3
	T4 2010		
	Sauvegarde	RJ	LJ
Total des salariés en début de procédure	4 227	34 328	14 773
Variation du total des salariés entre T et T - 4	-0,7%	+2,2%	-15,5%

4. Poids économique des procédures collectives : chiffre d'affaires engagé

- **Le chiffre d'affaires total des entreprises en procédure collective en 2010 a représenté plus de 20 milliards d'euros**, se répartissant entre la sauvegarde (3 420 millions), le RJ (10 700 millions) et la LJ (7 140 millions).
- Sur une année glissante, il apparaît que le total des chiffres d'affaires cumulés en début de procédure **est en baisse pour le RJ (- 5,1%) et pour la LJ (-6,2%), mais en hausse pour la sauvegarde (+2,6%)**. Ici encore, la tendance à la sortie de crise semble se confirmer.

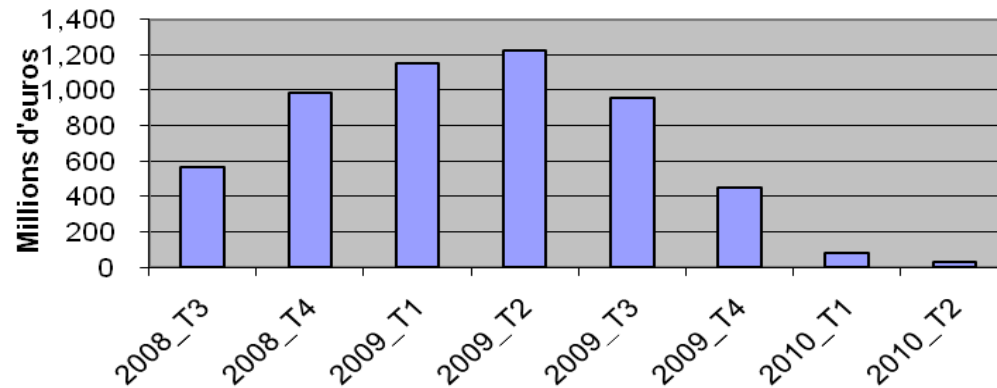
<i>En millions d'euros</i>	Année 2010		
	Sauvegarde	RJ	LJ
Total des CA en début de procédure³	3 420	10 700	7 140
Chiffre d'affaires moyen par entreprise	2,05	0,46	0,17
<i>En millions d'euros</i>	T4 2010		
	Sauvegarde	RJ	LJ
Total des CA en début de procédure	486	2360	1350
Variation du total des CA entre T et T - 4	+2,6%	-5,1%	-6,2%

³ Il convient de noter que ces chiffres constituent des minima, dans la mesure où la variable de chiffre d'affaires connaît un taux de non renseignement important dans la base (de l'ordre de 30%), cette information étant parfois manquante. Ceci a pour conséquence de minorer les totaux calculés. En revanche l'effet de la non réponse sur le chiffre d'affaires moyen par entreprise est incertain.

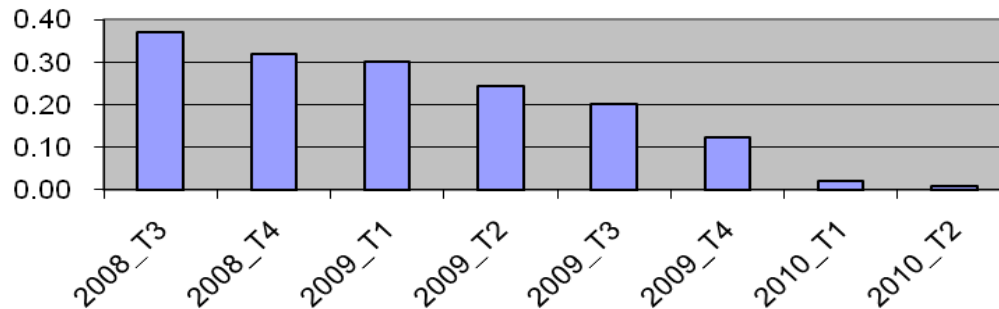
5. Impact économique des procédures collectives : quel maintien du chiffre d'affaires ?

- Les figures suivantes donnent une mesure de l'activité économique **maintenue** au terme des procédures de redressement et de sauvegarde.
- Le chiffre d'affaires maintenu au terme des RJ du trimestre t se définit comme la somme des CA des entreprises **connaissant un RJ durant le trimestre, et aboutissant à un plan de redressement sans liquidation ultérieure.**
- Le chiffre d'affaires maintenu au terme des sauvegardes du trimestre t se définit comme la somme des CA des entreprises **connaissant une sauvegarde durant le trimestre, et aboutissant à un plan de redressement ou de sauvegarde sans liquidation ultérieure.**
- Il est ensuite possible de définir un **taux de maintien de l'activité économique**, comme le rapport entre le CA maintenu et le CA total engagé dans l'une ou l'autre procédure.
- Ces indicateurs reposent sur une **hypothèse forte**, celle que le chiffre d'affaires au terme du plan est le même qu'en début de procédure. Ceci peut conduire à surestimer le volume du chiffre d'affaires maintenu.

Chiffre d'affaires maintenu selon la date du RJ

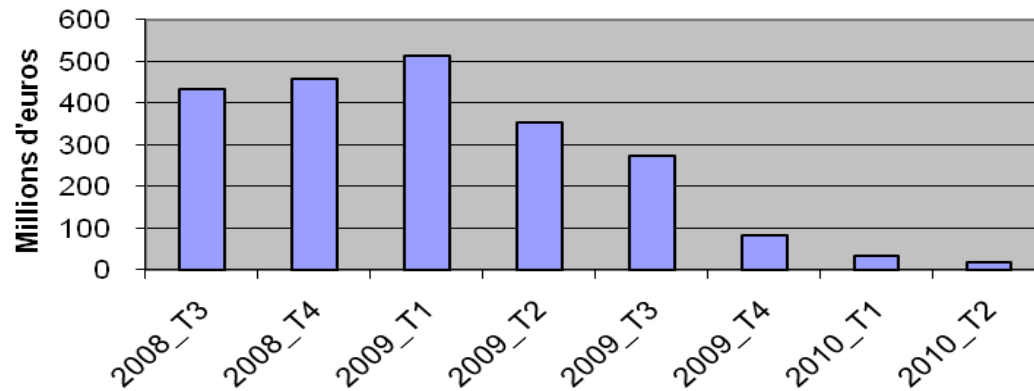


Ratio CA engagé/CA maintenu selon la date du RJ

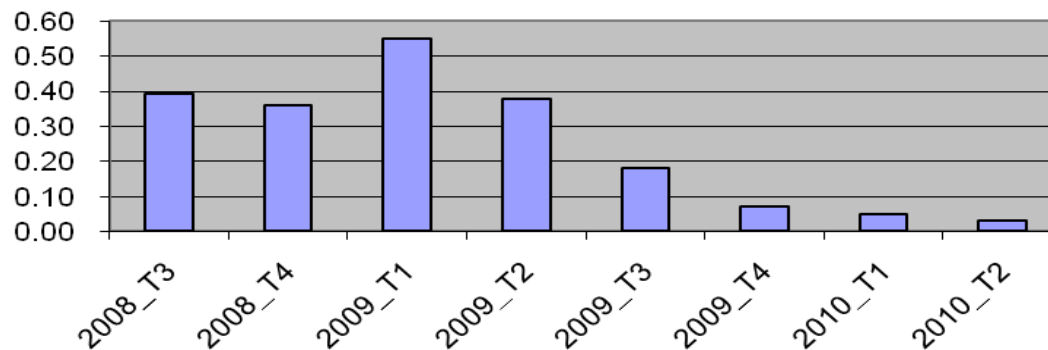


- Pour les RJ ouverts au T2 2009, la somme des CA des entreprises aboutissant à un plan est de 1,2 milliard d'euros environ.
- Avec un recul suffisant, les RJ maintiennent environ 30% de l'activité.
- Le taux de maintien de l'activité au terme des RJ apparaît relativement stable dans le temps.

Chiffre d'affaires maintenu selon la date de SVG



Ratio CA engagé/CA maintenu selon la date de la SVG



- Pour les sauvegardes ouvertes au T1 2009, la somme des CA des entreprises aboutissant à un plan est de 500 millions d'euros environ.
- Avec un recul suffisant, les sauvegardes maintiennent entre 40 et 60% de l'activité.
- Le taux de maintien de l'activité au terme des sauvegardes apparaît plus variable dans le temps que celui des RJ.

6. Situation financière des entreprises selon la procédure

- Le tableau suivant présente quelques **indicateurs financiers relatifs aux entreprises ayant connu une sauvegarde, un RJ ou une LJ au cours de l'année 2010.**
- **Les entreprises en sauvegarde présentent un ratio passif évalué/actif évalué inférieur aux entreprises en RJ** (4,2 contre 6,5, et 7,5 pour les entreprises en LJ sur la période 2008-2009). Le ratio passif évalué/ chiffre d'affaires est en revanche comparable d'une procédure à l'autre.
- Le ratio actif réalisé/ passif admis donne une mesure de l'ampleur du passif couvert par des cessions d'actifs au cours des procédures de liquidation. **Il apparaît que ce taux de réalisation des actifs est de 8% en moyenne** pour la liquidation.
- **Les sauvegardes connaissent un passif admis moyen plus important que les RJ et les LJ, réparti sur un plus grand nombre de créanciers.** Le passif admis moyen par créance s'établit ainsi à 27 468 euros pour les sauvegardes, 17 037 euros pour les RJ et 14 087 euros pour les LJ.

	Début de procédure en 2010		
	Sauvegarde	RJ	LJ
Passif évalué/actif évalué	4,2	6,5	7,5
Passif évalué/chiffre d'affaires	1,7	1,2	1,3
Actif réalisé/passif admis	NS	NS	0,08
Nombre de créances enregistrées (moyenne)	45	34	18
Passif admis par créance (moyenne)	27 468	17 037	14 087

7. Analyse des issues de procédures : quels taux de transformation en plan ?

- Les tableaux suivants présentent les **issues des procédures débutées en sauvegarde et en RJ, sur la période 2006-2010**. Dans le cas du RJ comme de la sauvegarde, les années les plus récentes donnent plus fréquemment lieu à des issues non renseignées, dans la mesure où les procédures sont généralement encore en cours. **Il est donc préférable de s'intéresser à la proportion de plan dans les issues renseignées, plutôt qu'à la proportion de plans dans le total des procédures.**
- **Il apparaît que les sauvegardes aboutissent plus fréquemment à des plans que les RJ.** Sur la période 2006-2010 la proportion de sauvegardes terminant en plan est ainsi de 48% en moyenne annuelle (contre 52% de liquidations), tandis que la proportion des RJ terminant en plan est, elle, de 23% (77% de liquidations).
- L'autre enseignement est que la **proportion de RJ aboutissant à un plan tend à décroître** au fil des années (de 32% en 2006 à 18 % en 2010), tandis que la **proportion de sauvegardes terminant en plan tend de son côté à augmenter**. Il est ainsi possible que depuis sa création la **procédure de sauvegarde bénéficie d'un effet d'apprentissage de la part des parties prenantes, ce qui contribuerait à renforcer son efficacité.**

Issue des redressements judiciaires (en %)				
Année du redressement judiciaire	En plan de redressement, de cession, ou de continuation	En liquidation judiciaire	Non renseignée	Proportion de plan⁴
En 2006	22	46	32	32.4
En 2007	17	46	37	27.0
En 2008	14	52	34	21.2
En 2009	12	51	37	19.0
En 2010	7	31	62	18.4

Lecture : 46% des RJ déclenchés en 2006 ont donné lieu à une liquidation ultérieure ; 22% ont donné lieu à un plan ultérieur.

⁴ Cette proportion est calculée uniquement sur les issues renseignées. Il convient de noter que ceci contribue probablement à surestimer la proportion des liquidations dans le total des issues de procédures, dans la mesure où les liquidations interviennent généralement plus tôt que les plans après le début de la procédure. Il convient également de noter que le taux de redressement judiciaire aboutissant à des LJ peut être surévalué dans la mesure nombre de plans de cessions arrêtés en RJ sont par la suite convertis en liquidation, et comptabilisés comme tels.

Issue des sauvegardes (en %)						
Année de la sauvegarde	En plan	En liquidation judiciaire sans RJ	En RJ suivi d'un plan	En RJ suivi d'une liquidation	Non renseignée	Proportion de plan ⁵
2006	29	31	7	15	18	43.9
2007	31	40	10	12	7	44.1
2008	29	33	7	10	21	45.6
2009	27	24	3	6	40	50.0
2010	13	8	1	2	76	58.3

Lecture : 31% des sauvegardes déclenchées en 2006 ont donné lieu à une liquidation ultérieure sans RJ; 29% ont donné lieu à un plan ultérieur.

⁵ Cette proportion est calculée uniquement sur les issues renseignées. Il convient de noter que ceci contribue probablement à surestimer la proportion des liquidations dans le total des issues de procédures, dans la mesure où les liquidations interviennent généralement plus tôt que les plans après le début de la procédure.